

QUALITE PEDAGOGIQUE

Thème 1 :

Intégrer de nouvelles modalités pédagogiques pour aider à la personnalisation de parcours de formation

Cahier des charges

SOMMAIRE

PARTIE I – Informations générales

- 1** **PRÉAMBULE**
- 2** **PRÉSENTATION** DU CCCA-BTP
- 3** **CONDITIONS** D'ÉLIGIBILITÉ ET RECEVABILITÉ
- 4** **CRITÈRES ET PROCESSUS** DE SÉLECTION
- 5** **CONSTITUTION** DES DOSSIERS PROJETS ET CANDIDATURES
- 6** **MODALITÉS** DE FINANCEMENT ET CONVENTIONNEMENT
- 7** **NOTIFICATIONS** DE SUBVENTIONNEMENT
- 8** **PILOTAGE DES** PROJETS LAURÉATS
- 9** **DÉONTOLOGIE** ET PUBLICITÉ

SOMMAIRE

PARTIE II – Spécificités de l'appel à projets

- 1** **CONTEXTE** DE LA THÉMATIQUE
- 2** **PÉRIMÈTRE ET OBJECTIFS** DE L'APPEL À PROJETS
- 3** **CARACTÉRISTIQUES ATTENDUES DES PROJETS**
ET INDICATEURS CLEFS
- 4** **BUDGET ALLOUÉ** AUX PROJETS
- 5** **COMMUNICATION** DES PROJETS ET CONSTITUTION DES DOSSIERS

PARTIE I

Informations générales

1 – Préambule

Dans le cadre de la mise en œuvre des politiques de formation professionnelle et connexes définies par les partenaires sociaux du BTP dans leurs accords de branches et afin de répondre aux orientations des CPNE conjointes du bâtiment et des travaux publics, le CCCA-BTP propose un programme d'Appels à Projets d'envergure pour accompagner l'expérimentation de projets d'innovation dans le BTP.

Avec ces Appels à Projets, le CCCA-BTP souhaite encourager le renforcement des coopérations existantes et la création de coopérations innovantes et originales entre acteurs publics et privés d'un territoire, acteurs historiques et émergents.

En **2023**, le budget dédié au financement des Appels à Projets et appels à candidatures s'élève à :

- Appels à Projets (hors Investissements innovants) : 12 M€
- Appels à Projets Investissements innovants : 25 M€
- Appels à candidatures : 12 M€

En 2023, le montant total du budget alloué à l'ensemble des modalités de financement s'élève à 49 M€.

• Définitions

Projet : Description du projet contenu dans les documents remis par le candidat au CCCA-BTP en réponse à l'Appel à Projets.

Productions du Projet : Tous documents, rapports, schémas, analyses, études, créations, innovations brevetables ou non, marques protégeables ou non, procédés, produits, savoir-faire, maquettes, matériel, essais, échantillons, prototypes, logiciels, programmes et développements informatiques, spécifications, bases de données, données, dessins, informations, dénominations, logos, signes distinctifs, quels que soient leur nature, leur forme et leur support, protégeables ou non par un titre de propriété industrielle et/ou par le droit d'auteur, développés par le Bénéficiaire dans le cadre de l'exécution de la Convention.

Résultats : Atteinte des objectifs du projet.

Indicateurs de réussite : Données quantifiables déterminées par le porteur de projet permettant de mesurer l'atteinte des objectifs et les impacts du projet.

Essaimage : Productions et résultats du projet diffusés gratuitement par le porteur du projet au CCCA-BTP et à tout OF-A du BTP.

Le Bénéficiaire reste propriétaire de ses droits de propriété intellectuelle mais autorise le CCCA-BTP et les organismes de formation du BTP à utiliser les Productions.

- **Pilotage et coordination des Appels à Projets**

Le pilotage stratégique des Appels à Projets est assuré par le Secrétaire Général du CCCA-BTP. La direction des Appels à Projets et des Expérimentations (DAPEX) pilote la structuration, l'organisation et la mise en œuvre des Appels à Projets et appels à candidatures en collaboration avec :

- Le pôle Sécurisation et Financements (PSF),
- La direction des Affaires Juridiques et Vie Institutionnelle (DAJVI).

L'expertise Métiers est apportée par l'une ou/et l'autre des directions suivantes, selon la thématique de l'Appel à Projets :

- La direction des Politiques de Formation et de l'Innovation Pédagogique (DPFIP) ;
- La direction du Marketing, du Développement et de l'Innovation Stratégique (DMDIS) ;
- La direction des Appels à Projets et des Expérimentations (DAPEX).

2 – Présentation du CCCA-BTP

Le CCCA-BTP (*Comité de Concertation et de Coordination de l'Apprentissage du Bâtiment et des Travaux Publics*) est un organisme à gouvernance paritaire des branches du bâtiment et des travaux publics. Outil des professionnels du secteur de la construction, il met en œuvre la politique de formation professionnelle initiale aux métiers de la construction par l'apprentissage définie par les partenaires sociaux des branches du bâtiment et des travaux publics.

Géré et financé par les professionnels du bâtiment et des travaux publics eux-mêmes, le CCCA-BTP développe, depuis plus de 80 ans, une solide expertise pédagogique de l'alternance et fait de l'innovation un marqueur fort de son action, reconnue au niveau national et bien au-delà des frontières des professions du BTP.

Son ancrage paritaire le connecte directement aux réalités des métiers du bâtiment et des travaux publics et aux besoins en compétences et qualifications professionnelles des entreprises du secteur de la construction sur leur territoire. Le CCCA-BTP crée les outils pédagogiques adaptés aux besoins des entreprises, à la montée en compétences des apprentis et aux nouvelles formes d'apprentissages : (BIM, réalité virtuelle, intelligence artificielle, FOAD...). Il a également créé l'incubateur WinLab' pour imaginer les formations aux métiers du BTP de demain.

Dans un environnement qui connaît une profonde mutation avec la mise en œuvre de la loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel, où les méthodes d'apprentissage se digitalisent et les attentes des publics (entreprises, jeunes, salariés...) se diversifient, où la

logique de marché s'impose et s'imposera plus que jamais, le CCCA-BTP met son expertise à disposition de l'ensemble des acteurs du bâtiment et des travaux publics (partenaires sociaux, organismes de formation...).

L'expertise du CCCA-BTP en fait un acteur unique et un interlocuteur privilégié, capable d'accompagner l'ensemble des acteurs du secteur de la construction, pour former les apprenants aux métiers du BTP et répondre aux besoins en compétences et qualifications professionnelles des entreprises du secteur de la construction et anticiper les évolutions à venir.

Il accompagne notamment les organismes de formation, pour développer et promouvoir leur activité et accroître leur performance. Pour exercer ses missions, le CCCA-BTP dispose d'une cotisation versée chaque année par les entreprises du BTP. Le dispositif de formation professionnelle initiale par l'apprentissage aux métiers du BTP pour les jeunes de 15 à 29 ans comporte plus de 100 diplômes, du CAP au diplôme d'ingénieur et des titres professionnels, dans une trentaine de métiers du BTP.

3 – Conditions d'éligibilité et de recevabilité

Toute structure peut déposer un ou plusieurs projets dans le cadre des Appels à Projets à la condition stricte que leur projet entre dans les champs d'application des missions du CCCA-BTP, à savoir le développement de la formation professionnelle initiale, notamment de l'apprentissage, et de la formation professionnelle continue dans les métiers des professions du bâtiment et des travaux publics.

Ainsi, toute structure est en capacité de proposer un Projet et doit être en capacité de justifier que celui-ci est économiquement viable.

Les projets déposés dans une même thématique doivent être suffisamment différenciés. Le CCCA-BTP se réserve la possibilité de requalifier, en un seul projet, le dépôt de plusieurs projets similaires.

Le CCCA-BTP encourage les candidatures groupées notamment avec des partenaires et des entreprises du secteur du BTP.

- **Les critères de recevabilité :**

Les critères de recevabilité concernent les conditions de forme du dossier.

Les projets reçus hors délais et/ou incomplets et/ou hors plateforme, ne respectant pas la liste des pièces demandées à l'article 4 du présent cahier des charges et dans l'espace candidat de la plateforme d'Appels à Projets, sont réputés irrecevables, et à ce titre ne seront pas analysés.

- **Les critères d'éligibilité :**

Les critères d'éligibilité concernent les conditions de fond du dossier, à savoir :

- Le porteur de projet s'engage à diffuser de manière gratuite l'ensemble des productions et résultats de son Projet à l'ensemble des organismes de formation du BTP ;
- Le porteur de projet s'interdit toute commercialisation des productions de son Projet ;
- Les Projets doivent comporter une partie d'auto-financement et ils peuvent comporter une partie de co-financement ;
- Les Projets ne doivent pas être des solutions types plateforme, application etc. pouvant faire partie d'un développement par le CCCA BTP ;
- Les Projets doivent s'inscrire dans les missions de développement de la formation professionnelle initiale, notamment de l'apprentissage, et de la formation professionnelle continue dans les métiers des professions du bâtiment et des travaux publics ;
- Les Projets doivent répondre aux objectifs et périmètre de l'Appel à Projets.

Le porteur de projet s'engage dans une déclaration sur l'honneur à respecter les conditions d'éligibilité mentionnées et à les faire respecter par ses partenaires en cas de réponse en groupement (***modèle à télécharger sur la plateforme***).

Le CCCA-BTP a un rôle dans la définition, la coordination et le pilotage des actions nécessaires au partage des Productions des projets au plus grand nombre, de manière libre et gratuite ; le ou les porteur(s) de projet s'engageant de la même manière à mettre à disposition gratuitement les Productions du projet à tous les organismes de formation du BTP, ainsi qu'au CCCA-BTP. Dans le cadre des Appels à Projets, la diffusion gratuite des Productions du projet est un critère d'éligibilité et de recevabilité. La perspective de démultiplication et de diffusion des Productions du Projet est un critère d'évaluation.

La direction des Appels à Projets et des Expérimentations, en collaboration avec les directions concernées par la thématique, s'assure de la recevabilité et de l'éligibilité des projets. Tout projet ne respectant pas les critères mentionnés ne seront pas étudiés en commission d'évaluation.

4 – Critères et processus d'évaluation ou de présélection et de sélection

Les critères d'évaluation et de sélection sont identiques à l'ensemble des Appels à Projets lancés par le CCCA-BTP. Ils peuvent être susceptibles d'évoluer en fonction des décisions du Conseil d'administration. Ils sont au nombre de cinq et sont répartis sur 100 points.

1. Qualité et performance du projet, sa conformité au périmètre et objectifs de l'Appel à Projets mentionnés dans le cahier des charges /20 points

La commission d'évaluation ou de présélection s'attachera notamment à évaluer les points suivants :

- Le projet s'inscrit-il dans les missions portées par le CCCA-BTP ?
- Le contexte et les enjeux de l'Appel à Projets sont-ils bien pris en compte ?
- Les objectifs du projet sont-ils en adéquation avec ceux de l'Appel à Projets ?
- Le projet est-il solidement construit ? (méthodologie, argumentation, adéquation du projet avec les moyens envisagés (financiers, équipe, etc.),
- Le caractère structurant du projet ; la qualité des éléments et démarches de diagnostic préalables,
- La qualité de la démarche d'expérimentation ; capacité à faire évoluer le dispositif en mode agile au fur et à mesure du déploiement du projet ; dispositifs envisagés de pilotage, d'évaluation et de capitalisation des expériences,
- A-t-il une dimension plutôt -apprentissage - ? Si oui, quels sont les métiers touchés par le projet ?
- S'il a une dimension -formation continue, quels sont les publics précis ? pour quels métiers ?
- Le projet est-il en capacité d'atteindre les publics visés ?

2. Caractère innovant du projet au sens de celui envisagé par le CCCA BTP* /15 points

La commission d'évaluation ou de présélection s'attachera notamment à évaluer les points suivants :

- En quoi le projet est-il innovant ? *
- Le caractère innovant* (différenciant) du projet démontre-t-il des bénéfices ? (pour les apprentis, pour les entreprises etc...)
- Quelles sont les actions d'amélioration continue que propose le porteur de projet ?
- Les améliorations sont-elles notables, suffisamment importantes au regard du budget et actions du projet ?

- Sur quels champs s'inscrit l'amélioration continue ? (Organisationnel, pédagogique etc.).

- **Définition de l'innovation pour le CCCA-BTP**

L'innovation est la recherche constante d'amélioration de l'existant, par contraste avec l'invention, qui vise à créer du nouveau. Elle se distingue de l'invention par le fait qu'elle puisse être immédiatement mise en œuvre par les organisations dans le but d'obtenir une amélioration notable (organisationnelle, pédagogique, performance financière etc.).

L'innovation peut s'entendre de deux manières : soit vis-à-vis des moyens et méthodes d'action mis en place pour traiter un problème, soit vis-à-vis du thème lui-même. Ainsi sera considéré innovant un projet proposant une façon originale de traiter un problème connu, ou abordant une thématique originale, ou les deux.

L'innovation est également un processus collaboratif qui favorise les interactions entre acteurs de différents horizons. L'innovation collaborative est une démarche qui vise à placer, au cœur du développement, des organismes de formation et acteurs innovants, l'intelligence collective pour mieux collaborer et innover.

3. Calendrier et rétroplanning de la conception, de la réalisation et de la mise en exploitation du projet et de ses productions, ainsi que l'équipe projet pressentie /15 points

La commission d'évaluation ou de présélection s'attachera notamment à évaluer les points suivants :

- Le porteur de projet présente-t-il un rétroplanning construit et complet de son projet ?
- Le planning du projet est-il séquencé par étapes ? (Conception, réalisation...) et par action avec les durées intermédiaires mentionnées ?
- L'équipe projet est-elle mentionnée ? (Incluant les prénom, nom, fonction, missions, durée du temps d'investissement dans le projet),
- Si un recrutement est prévu, quel lien y a-t-il avec le projet pédagogique porté ? Comment justifier la pérennité du recrutement une fois le projet terminé ?
- Quelle est la durée de réalisation et de déploiement du projet ?
- Quelle est la capacité du projet à faire évoluer sa mise en œuvre en mode agile, au fur et à mesure du déploiement du projet ?
- Quels sont les dispositifs envisagés de pilotage (gouvernance), d'évaluation et de capitalisation des expériences ?

4. Perspectives de démultiplication, de diffusion et de valeur ajoutée du projet et de ses productions /25 points

La commission d'évaluation ou de présélection s'attachera notamment à évaluer les points suivants :

- Les productions du projet sont-elles clairement mentionnées ?
- Quels résultats concrets souhaitent atteindre le porteur du projet à travers le projet proposé ?
- Quelle est, ou quelles sont, la ou les valeur(s) ajoutée(s) du projet ?
- Quels sont les indicateurs de performance du projet ? Comment le porteur du projet vérifiera-t-il que son projet porte (ou a porté) ses fruits ?
- Comment le porteur de projet envisage-t-il la diffusion des productions de son projet ? (Pour quelles productions ? sur quelles bases ? sur quels périmètres géographiques ? etc.) ?
- Le porteur de projet respecte-t-il les règles et conditions de diffusion décidées par le CCCA-BTP ?

- **Précisions sur la diffusion des Productions et des Résultats du Projet**

Dans le cadre des Appels à Projets, la diffusion gratuite des Productions du projet est un critère d'éligibilité et de recevabilité. Le ou les porteurs de projets s'engagent à mettre à disposition gratuitement les Productions du projet à tous les organismes de formation du BTP ainsi qu'au CCCA-BTP.

Par ailleurs, la perspective de démultiplication et de diffusion des Productions du Projet est un critère d'évaluation.

Le CCCA-BTP a ainsi un rôle de coordination et de pilotage des actions nécessaires au partage des Productions du projet.

Le CCCA-BTP a un droit d'utilisation, de mise à disposition des Productions du projet, de mise en relation, d'organisation d'événements pour valoriser les Productions des projets, tout cela encadré par la convention de subventionnement. Il a un rôle de coordination et d'animation dans la limite de la durée de ce droit déterminé avec le porteur de projet lors de la signature de la convention de subventionnement. Le porteur du projet conserve ses droits de propriété intellectuelle sur toutes ses Productions liées au Projet financé.

Le CCCA-BTP prévoit que la diffusion des Productions sera intégrale.

Pour rappel, dans l'hypothèse où le porteur de projet ne mentionne pas clairement sa volonté de partager gratuitement les Productions et les résultats de son projet (engagement sur l'honneur signé), le dossier ne sera pas étudié par les équipes en charge de l'évaluation.

5. Budget prévisionnel et éléments permettant de sécuriser le déploiement du projet, y compris la part d'auto-financement obligatoire et de co-financement éventuel /25 points

La commission d'évaluation ou de présélection s'attachera notamment à évaluer les points suivants :

- Le budget présenté est-il cohérent au regard du projet, des actions envisagées, des productions, de la diffusion, et de l'équipe prévue ?
- En fonction de l'auto-financement, du co-financement éventuel et du financement demandé, le projet peut-il raisonnablement être déployé ?
- Le budget respecte-t-il les règles et conditions mentionnées dans le cahier des charges ?
- Les dépenses prévues sont-elles éligibles au regard des conditions du CCCA-BTP ? les coûts d'équipement et autres immobilisations dédiées au Projet (logiciels, matériels, agencements, etc.) à hauteur de 50 % maximum du budget et dont la durée d'amortissement est supérieure à 3 ans (et donc non prises en charge par les NPEC).
- Si le porteur de projet prévoit de la sous-traitance, quelle est la part de celle-ci dans le budget global ?
Pour rappel, la partie de sous-traitance doit être au maximum de 30 % du budget du projet. Ce pourcentage pourra être exceptionnellement augmenté sous réserve que le porteur de projets apporte des éléments d'argumentation concrète. La convention/contrat avec le prestataire doit prévoir un transfert de compétences aux équipes internes du projet.
- Le Projet ou une partie de celui-ci est-il déjà financé par le CCCA-BTP ?

Les commissions procédant à l'évaluation et la sélection des projets ne sont pas publiques ; les candidats ou leurs ayants droit n'y sont ni admis, ni représentés, sauf s'ils y sont expressément invités par le CCCA-BTP pour les auditions orales.

- **Process global d'analyse, d'évaluation et de sélection des projets**

1/ Une commission d'évaluation ou de présélection pluri-compétences

La commission d'évaluation ou de présélection est composée d'évaluateurs émanant de plusieurs directions du CCCA-BTP permettant une analyse et une évaluation complète. Ainsi chaque dossier est évalué en moyenne par quatre à six personnes représentant au-moins trois directions distinctes et à minima : la Direction des Appels à Projets et des Expérimentations, la direction métier en charge de la thématique de l'Appel à Projets et le pôle Sécurisation et Financements dont l'expertise est essentiellement financière. Selon les sujets ou la typologie des projets présentés, cette commission peut faire appel à d'autres expertises internes.

La commission d'évaluation ou de présélection procède à l'examen et à l'évaluation technique des dossiers et des projets et propose cette analyse au GTP d'Appel à Projets (GTP AàP).

Tous les **dossiers recevables et éligibles** sont évalués selon les critères d'évaluation ou de présélection mentionnés ci-dessus et sont présentés en Groupe Technique Paritaire (GTP).

- **Les demandes de précisions et les auditions orales éventuelles**

Lors de la phase - 1/ Commission d'évaluation ou de présélection - la Direction des Appels à Projets et des Expérimentations se laisse l'opportunité de demander des précisions complémentaires aux porteurs de projet via la plateforme.

Le CCCA-BTP se réserve le droit d'organiser des auditions afin que le porteur de projets présente et précise le projet. La phase de présentation orale, lors de l'audition, sera restreinte à un temps déterminé équivalent entre les candidats sélectionnés. La convocation à cette audition comportera les modalités de déroulement de celle-ci.

À l'issue de ces demandes de précisions complémentaires ou d'auditions orales, les candidats sont invités à déposer un dossier projet complémentaire directement sur la plateforme sur leur espace candidat qui sera réputé comme définitif. L'apport de précisions complémentaires doit permettre de mieux comprendre le projet et ne doit pas changer la nature du projet déposé.

Les dossiers avec apports complémentaires seront de nouveau analysés par la commission d'évaluation ou de présélection avant d'être présentés en Groupe Technique Paritaire (GTP) pour avis.

2/ Un Groupe Technique Paritaire (GTP) à expertises multiples et ouvert sur l'extérieur

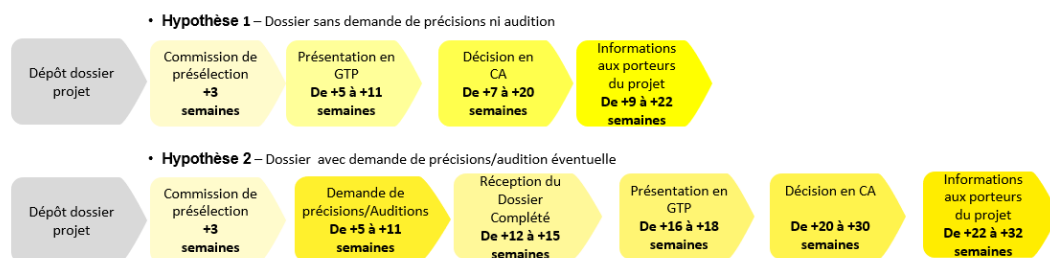
Le GTP est composé d'administrateurs du CCCA-BTP, en moyenne une dizaine de membres, complété par deux à trois structures extérieures invitées selon les thématiques des Appels à Projets ainsi que les directions présentes lors des commissions d'évaluation ou de présélection. Le Président et le Secrétaire général du CCCA-BTP peuvent se joindre à cette instance. Le GTP donne son avis sur tous les projets recevables et éligibles. Ces avis argumentés peuvent être favorables ou défavorables et sont alors portés en Conseil d'administration.

Le Contrôleur général de l'État et/ou le commissaire du gouvernement sont invités à cette réunion.

3/ Le Conseil d'administration

La Direction des Appels à Projets et des Expérimentations présente les Projets présentés en GTP et porte les avis du GTP en Conseil d'administration. En s'appuyant sur les avis et propositions du GTP, les membres du Conseil d'administration décident des Projets à soutenir et leur financement ainsi que les Projets à exclure. Cette phase est la partie finale du processus de sélection qui entérine et officialise les résultats des Appels à Projets.

Schéma du processus de sélection



Échéances théoriques selon les périodes de l'année

5 – Constitution des dossiers des projets

Chaque porteur de projet devra créer son **compte candidat** sur la plateforme d'Appels à Projets du CCCA-BTP accessible à l'adresse www.appels-a-projets-cccabtp.fr pour pouvoir candidater aux Appels à Projets du CCCA-BTP.

La création du compte candidat donne accès à l'espace candidat lui permettant de répondre aux Appels à Projets. Si les éléments du compte candidat ne sont pas complets, le candidat ne sera pas en capacité de déposer son projet.

Dans le cadre des Appels à Projets périodiques, les Projets devront impérativement être déposés complets avant la date et l'heure d'échéance prévues. La plateforme n'autorise aucun dépôt de projet après la date et l'heure prévues dans le cahier des charges. Aucun dossier envoyé par mail ou par voie postale ne sera étudié.

Pour les Appels à Projets annuels ou pluri-annuels, les dossiers doivent également être déposés sur la plateforme d'Appels à Projets du CCCA-BTP mais au moment voulu par le porteur de projet pendant la durée de l'Appel à Projets. Les projets seront alors étudiés au « fil de l'eau » et respecteront le process de sélection mentionné dans ce cahier des charges. Il est à préciser que les dossiers doivent à minima être déposés 3 semaines avant la date de la commission d'évaluation ou de présélection afin de permettre une évaluation optimale. A défaut, le projet sera présenté à la commission suivante.

Pour aider les déposants, plusieurs modalités sont mises en place :

- Un **guide de création du compte candidat** est à disposition sur simple demande auprès de : Ewa MOLLOIS, à l'adresse :

ewa.mollois@ccca-btp.fr

- Une **hotline** est disponible du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h au numéro suivant : **01-40-64-26-76**.

- **Deux FAQ** sont disponibles sur la plateforme d'Appels à Projets : une FAQ d'ordre général et la seconde spécifique par Appel à Projets. Toutes les questions devront être posées sur la plateforme d'Appels à Projets, les réponses apportées le seront également.

- **Pièces administratives et financières à déposer dans le compte Candidat**

Ces pièces sont à déposer **une seule fois lors de la création du compte candidat** et doivent être mises à jour annuellement. Ces pièces sont communes aux Appels à Projets et à candidature à savoir :

- La présentation de l'organisme ;
- Le projet d'établissement en cours ;
- Le dernier rapport d'activités et bilan compte d'exploitation du candidat ;
- Les statuts ;
- L'organigramme de la structure ;
- L'attestation de responsabilité civile du candidat (en cours de validité) ;
- L'extrait Kbis (ou déclaration d'activité ou d'association ou INSEE) du candidat (à jour de l'année de création du compte) ;
- La copie du résultat favorable de l'audit initial et de surveillance s'il y a lieu, de la certification QUALIOP1.

- **Constitution du dossier de réponse**

Le **dossier projet** comporte :

- **La présentation et l'argumentation du projet** incluant notamment :
 - La fiche synthétique du projet à compléter directement sur la plateforme lors du dépôt du projet. **Ce document est particulièrement important car il est présenté en l'état lors des phases du GTP et du Conseil d'administration ;**
 - La présentation du projet dans sa globalité (périmètre, enjeux, impacts, objectifs, etc...) ; *(modèle présenté sur la plateforme d'Appels à Projets) ;*
 - Un calendrier du projet et de ses actions, tant pour la conception et le déploiement du projet *(modèle présenté sur la plateforme d'Appels à Projets) ;*
 - Le budget détaillé *(modèle présenté sur la plateforme d'Appels à Projets)*, notamment le détail des moyens techniques et humains mobilisés ;
 - L'engagement sur l'honneur du porteur de projet à respecter les conditions d'éligibilité ;
 - Les documents annexés (cahier des charges signé et déclaration sur l'honneur complétée) ;
 - Tout autre document utile pour la compréhension du projet.

- **Dans l'hypothèse où le candidat souhaite faire appel à un prestataire, les pièces demandées sont les suivantes :**

- Une présentation du sous-traitant, de la prestation sous-traitée et la part sous-traitée dans le budget global du projet ;
- La convention avec le prestataire qui doit prévoir un transfert de compétences entre le sous-traitant et l'équipe projet interne ;
- L'attestation de responsabilité civile des éventuels sous-traitants (à jour de l'année du dépôt du projet).

Selon le montant de la Subvention, le CCCA-BTP se réserve la possibilité de demander en complément les pièces suivantes :

- Déclaration des chiffres d'affaires sur les 3 dernières années du sous-traitant ;
- L'extrait Kbis (à jour de l'année du dépôt du projet).

- **Dans l'hypothèse d'un consortium :**

- Une présentation des partenaires,
- La contractualisation **signée** de l'accord par les parties et précisant notamment :
 - Le nom et coordonnées du coordonnateur ainsi que les membres du consortium ;
 - La gouvernance du projet entre les partenaires ;
 - La répartition des actions du projet entre les partenaires ;
 - L'affectation du financement du CCCA-BTP entre les partenaires ;
 - Les responsabilités de chacun quant à la réalisation du projet ;
 - Les modalités de retrait et d'exclusion d'un partenaire et les solutions retenues pour réaliser le projet.
- Au moment de la signature de la convention avec le CCCA-BTP, les documents suivants seront demandés :
 - Le dernier bilan des partenaires ;
 - L'attestation de responsabilité civile des partenaires (en cours de validité) ;
 - L'extrait Kbis (ou déclaration d'activité ou d'association ou INSEE) des partenaires (à jour de l'année du dépôt du projet).

L'ensemble des pièces administratives, financières et le dossier projet complet sont à charger sur le site : www.appels-a-projets@cccabtp.fr dans l'Appel à Projets concerné et sur l'espace candidat.

6 – Modalités de financement

• Financement des projets

Le Porteur de projets peut déposer un projet sans limite de coût global du Projet.

En 2023, le financement des projets par le CCCA-BTP peut varier entre 50 % et 80% du coût total du projet. Le GTP émet un avis quant au montant et pourcentage de ce financement. L'évaluation du pourcentage est faite en fonction de la taille de l'OF-A et de ses capacités financières.

Dans son budget, le porteur de projet doit présenter une part d'auto-financement du projet, sans minimum requis.

Le porteur du projet doit également présenter clairement dans son budget les cofinancements obtenus (ou en cours d'obtention avec les dates de réponse prévues).

• Les dépenses éligibles à financement

Les dépenses éligibles prises en compte démarrent à partir de la date de validation du Projet par le conseil d'administration du CCCA-BTP.

Les dépenses prises en charge dans le cadre de financement de projet sont liées à la conception et à la mise en œuvre des projets, à savoir :

Elles recouvrent les coûts liés à la conception et à la mise en œuvre du Projet et notamment :

- les coûts de productions intellectuelles réalisées par le Bénéficiaire (par ex : études d'ingénierie, préparation, coordination, suivi, pilotage, etc...);
- les coûts de sous-traitance liés à la production intellectuelle :
Ils ne doivent pas dépasser 30 % du budget du Projet et doivent être clairement mentionnés dans le budget proposé ;
Ce pourcentage pourra être exceptionnellement augmenté sous réserve que le porteur de projets apporte des éléments d'argumentation concrète ; la Convention avec le prestataire choisi doit inclure la montée en compétences de l'équipe Projet interne.
- les dépenses de personnel affectées au Projet pédagogique ;
- les coûts de campagne, de promotion ou de communication relatives au Projet, y compris évènementielles ;
- les coûts d'équipement et autres immobilisations dédiées au Projet (logiciels, matériels, agencements, etc.) dont la durée d'amortissement est supérieure à 3 ans (donc non pris en charge par les NPEC) ;
- Par ailleurs, ces coûts d'équipement et autres immobilisations dédiées au Projet (logiciels, matériels, agencements, etc.) seront pris en charge ;
- les prestations annexes de type diagnostic et audit.

- **Les dépenses non éligibles à financement**

Les dépenses non éligibles sont :

- Les investissements immobiliers liés à des constructions ou des entretiens d'immeubles,
- Les frais de déplacement, restauration et hébergement des prestataires.

- **Le financement sera versé en plusieurs tranches selon le montant du projet présenté :**

- **Pour les projets inférieurs à 100 K€** deux tranches de versement sont prévues :
 - La première tranche de 40 % à la signature de la convention ;
 - La deuxième tranche de 60 % à la réalisation du projet, de la remise des Productions et Résultats du Projet, d'un bilan quantitatif et qualitatif et à la réception du solde des justificatifs des dépenses.
- **Pour les projets supérieurs à 100 K€ et inférieurs à 1 M€, trois tranches de versement sont prévues :**
 - La première tranche de 40 % à la signature de la convention ;
 - La deuxième tranche de 40 % à la réception des justificatifs des dépenses engagées et de la remise des Productions et Résultats intermédiaires du Projet ;
 - La troisième tranche de 20 % à la réalisation du projet, de la remise des Productions et Résultats du Projet, d'un bilan quantitatif et qualitatif et à la réception du solde des justificatifs des dépenses engagées.
- **Pour les projets supérieurs à 1 M€, quatre tranches de versement sont prévues :**
 - La première tranche de 25 % à la signature de la convention ;
 - La deuxième tranche de 25 % à la réception des justificatifs des dépenses engagées et de la remise des Productions et Résultats intermédiaires du Projet ;
 - La troisième tranche de 30 % la réception des justificatifs des dépenses engagées et de la remise des Productions et Résultats intermédiaires du Projet ;
 - La quatrième tranche de 20 % à la réalisation du projet, de la remise des Productions et Résultats du Projet, d'un bilan quantitatif et qualitatif et à la réception du solde des justificatifs des dépenses engagées.

- **Concernant les organismes de formation : Réponse au Baromètre Vie des Organismes de Formation (BVOF)**

Les Organismes de formations Bénéficiaires s'engagent à compléter et transmettre au CCCA-BTP le questionnaire du Baromètre Vie des Organismes de Formation (BVOF) aux échéances indiquées.

7 – Notification et conventionnement

Une fois l'accord du Conseil d'administration, les porteurs de projets lauréats reçoivent une lettre de notification mentionnant notamment le montant du financement prévu par le CCCA-BTP et le taux de financement accordé.

Une convention de subventionnement sera établie avec chaque lauréat pour une durée de 3 ans à compter de sa signature.

Elle précisera notamment :

- Détail du projet et des actions ;
- Durée de réalisation du projet et des actions du projet ;
- Liste des productions et résultats du projet ;
- Règles de diffusion, de copropriété éventuelle et d'exploitation ou d'utilisation des livrables/productions du projet ;
- Critères de confidentialité des résultats avant la fin du projet ;
- Les modalités de pilotage de la convention et du projet avec un comité de pilotage annuel et des documents à communiquer (état d'avancement du planning du projet, suivi des temps de l'équipe projet et suivi du budget du projet) ;
- Financement : montant, nature des dépenses prises en charge, tranches prévues et périodes de versement ;
- Communication autour du projet ;
- Garanties administratives ;
- Données personnelles ;
- Manquements, inexécutions, litiges ;
- Pièces jointes diverses : (planning de l'action, équipe projet, budget prévisionnel etc...) ;
- Et tout autre élément spécifique au projet nécessitant une formalisation et un engagement conjoint.

• Les projets non sélectionnés

Une fois la décision du Conseil d'administration validée, les porteurs de projets reçoivent une lettre de notification mentionnant notamment les raisons de la non-sélection de leur projet, ceci afin de les aider à perfectionner leur méthode en vue d'une réponse future aux appels à projets du CCCA-BTP. A la demande du porteur de projet, un entretien peut être prévu avec la Direction des Appels à Projets et des Expérimentations pour partager sur les raisons de non-sélection.

8 – Pilotage des projets lauréats

La responsabilité de réalisation et la qualité des résultats et Productions du projet sont exclusivement portées par le porteur de projet. En tant que financeur, le CCCA-BTP a un rôle

de suivi et d'évaluation des financements accordés et versés au regard du projet déposé et validé par le Conseil d'administration.

Le pilotage du CCCA-BTP a donc pour fonction de :

- Veiller au suivi et à la bonne exécution de la convention de subventionnement ;
- Partager des éléments d'information relatifs aux partenaires ou à l'évolution du projet et envisager des solutions aux problématiques présentées (modification contractuelle notamment).

Pour chaque projet lauréat, une équipe de pilotage dédiée sera constituée, côté du CCCA-BTP notamment par : la direction des Appels à Projets et des Expérimentations, la direction métier concernée par la thématique et le contrôleur financier en charge du suivi du projet et toute autre personne intervenant dans le processus de suivi tout au long des étapes définies par le Projet. Ce seront les interlocuteurs privilégiés pour le porteur de projet.

Le porteur de projet devra alimenter les documents de reporting, selon la périodicité définie, mentionnés dans la convention de subventionnement et inviter le CCCA-BTP lors de l'organisation des COPIL du Projet dont la périodicité sera déterminée avec le porteur de projet au moment de la contractualisation de la convention.

À l'issue du Projet, un bilan quantitatif et qualitatif sera produit et présenté par le porteur de projet au CCCA-BTP. Le CCCA-BTP établira de son côté une évaluation des projets, notamment au moment du paiement des tranches de subventions. Le porteur de projet enverra complétés, selon la périodicité décidée avec le CCCA-BTP, les modèles adressés ainsi que les justificatifs de dépenses liés au projet. La documentation rendant compte des actions financées dans le cadre des appels à projets, de leurs résultats et de leur impact, ainsi que l'ensemble des productions du projet, à vocation à être rendue publique au terme du processus.

9 – Déontologie et publicité

• Confidentialité, transparence, régularité et égalité de traitement

Les documents transmis dans le cadre des appels à projets sont soumis à la plus stricte confidentialité et ne sont utilisés que pour la bonne marche du processus de sélection.

Les phases éventuelles d'auditions avec les candidats sont menées par le CCCA-BTP individuellement et séparément avec chaque candidat. Les candidats, les termes des discussions, épreuves et échantillons intermédiaires d'un candidat restent confidentiels et non communiqués par le CCCA-BTP aux autres candidats. Aucune indication n'est donnée au candidat par le CCCA-BTP sur les candidats et les projets concurrents jusqu'à la notification à l'attributaire du financement et dans la limite de ce qui est diffusable entre candidats (la seule publication des projets sélectionnés).

Les échanges sont menés dans le respect des principes d'égalité de traitement entre candidats et de mutualisation des informations relatives aux réponses d'intérêts communs pouvant servir positivement les offres de l'ensemble des candidats.

Toute personne ayant un intérêt personnel à agir dans les projets sélectionnés devra s'abstenir de donner son avis. Les résultats de l'Appel à Projets font l'objet d'une notification à chacun des porteurs de projet ayant candidatés. Dans toutes ses démarches, le porteur s'engage à respecter la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel en vigueur, en veillant notamment à l'information et à l'exercice des droits des personnes concernées. Le projet s'inscrira dans le respect de l'application du règlement général européen relatif à la protection des données personnelles.

- **Responsabilité**

Le CCCA-BTP ne saurait en aucune circonstance être tenu responsable, sans que cette liste soit limitative de :

- La transmission et/ou de la réception de toute donnée et/ou information sur Internet ;
- Tout dysfonctionnement du réseau Internet empêchant le bon déroulement de l'Appel à Projets ;
- La perte ou de l'altération de toute information ou donnée ;
- La contamination du matériel informatique du candidat ;
- D'une indisponibilité temporaire, partielle ou totale, du site Internet notamment en cas de maintenance du site Internet ou du serveur sur lequel il est hébergé ;
- Toute défaillance technique, matérielle et logicielle de quelque nature, ayant empêché ou limité la possibilité pour le candidat de participer à l'Appel à Projets.

Il est précisé que le CCCA-BTP ne peut être tenu responsable de tout dommage direct ou indirect issu d'une interruption, d'un dysfonctionnement quel qu'il soit, et ce, pour quelque raison que ce soit, en lien avec l'utilisation d'un service de communication en ligne.

Il appartient à tout candidat d'adopter toutes les mesures appropriées de façon à protéger ses propres données et/ou logiciels stockés sur son équipement informatique contre toute atteinte et actes de piraterie.

PARTIE II

Thème 1 :

Intégrer de nouvelles modalités pédagogiques pour aider à la personnalisation de parcours de formation

1 – Contexte de la thématique

A l'heure où les entreprises des secteurs des métiers du bâtiment et des travaux publics connaissent des évolutions notables de leurs activités professionnelles (préparation, mise en œuvre, contrôle, communication) liées aux potentialités ouvertes par le numérique et ses outils, elles sont également impactées par l'accueil d'apprentis au profil de plus en plus hétérogènes. En effet, la possibilité d'entrée en apprentissage jusqu'à 29 ans révolus a pour effet que bon nombre d'apprenants entrent en formation en ayant déjà une expérience professionnelle. Cela oblige les entreprises et les OFA à s'entendre afin de proposer un parcours de formation en alternance adapté, personnalisé.

Le développement des réseaux numériques (infrastructures, échanges de données, puissance de calculs principalement) et des outils numériques et digitaux (ordinateurs, écrans, tablettes, smartphones, logiciels, fonctionnalités nouvelles sur des équipements existants, applications métiers par exemple) conduit actuellement le secteur du BTP et ses entreprises à évoluer dans leurs gestes et pratiques professionnelles en apportant ainsi d'autres moyens de préparer, suivre, voire de contrôler les activités qu'elles réalisent.

Dans le même temps, le secteur professionnel de la formation est lui aussi en mutation, avec des usages importants de méthodes et outils pédagogiques nouveaux tels que les plateformes LMS, le développement de la multimodalité, l'usage des réalités virtuelles et augmentées, des simulateurs dans la formation, les outils de liaison digitaux ou bien encore les logiciels et progiciels métiers. L'acte de formation est par ailleurs également impacté par des demandes de plus en plus fortes sur des modalités pédagogiques participatives d'une part, collaborative d'autre part. La montée en compétences grâce à des échanges entre pairs, la prise en compte des expériences professionnelles vécues par les apprentis, la valorisation des réussites personnelles ou la reconnaissance des progressions par le groupe sont des tendances fortes dans l'évolution des modalités de formation.

Un des axes de travail des organismes de formation consiste à intégrer ces nouvelles modalités pédagogiques afin d'aider la personnalisation des parcours de formation et ainsi prendre en compte l'hétérogénéité des apprenants accueillis en entreprise et en OFA.

En résumé, le croisement des deux secteurs d'activités (construction et formation en alternance) amène à des évolutions importantes et constantes des professionnels qui les animent. C'est ainsi que les organismes de formation par la voie de l'apprentissage devront nécessairement prendre en compte ces deux courants existants : évolution des besoins de leurs clients (les entreprises) et des bénéficiaires de leur activité (les apprentis) d'une part, évolution des métiers de la formation d'autre part. Dans ce cas, l'organisation des parcours de formation doit être adaptée, modularisée, hybridée dans ses modalités pédagogiques afin de répondre aux besoins évoqués.

2 – Périmètres et objectifs de cette thématique

Cet appel à projets a pour finalité de proposer des parcours de formation adaptés à la diversité des publics accueillis en entreprise et en organisme de formation en apprentissage (OFA).

Il s'agit de faire émerger des projets collaboratifs au sein des OFA ayant pour objectifs :

- D'organiser des parcours de formation adapté aux attentes des entreprises et besoins des apprenants ;
- Proposer des contenus de formation intégrant des modalités pédagogiques innovantes intégrant dès que possible usage du numérique (méthodes et outils) afin d'apporter de la diversité pédagogique dans les enseignements proposés aux apprenants et ainsi prendre en compte leur hétérogénéité ;
- Mettre en place des démarches, utiliser des outils permettant de suivre la montée en compétences de chaque apprenant et ceci dans le cadre de la personnalisation des parcours.

Dans cadre du projet présenté, la démarche de positionnement des apprenants, leurs permettant de bénéficier de parcours de formation personnalisé sera déjà effective au sein de l'OFA.

Les modalités pédagogiques sont ici appréhendées comme des ensembles cohérents de pratiques de formation visant à permettre la montée en compétences des apprentis concernés. Elles supposent la pleine conscience des finalités et des potentiels ouverts par les équipes pédagogiques qui les mettent en œuvre et s'appuieront sur l'hybridation des parcours et notamment dans la mise en œuvre d'ingénierie pédagogique innovante.

Les outils pédagogiques numériques sont ici considérés soit comme des procédés coordonnés, soit comme des objets physiques ou virtuels utilisés par une équipe pédagogique pour aboutir à un objectif de formation. Ils visent à la compréhension de notions ou de concepts ainsi qu'à la montée en compétence des apprentis.

Il sera ici entendu comme parcours pédagogique un ensemble de séquences d'activités d'apprentissage qui permettent à l'apprenti de maîtriser les notions, tâches ou compétences liées à l'emploi visé par sa formation.

Une vigilance certaine sera portée sur l'efficacité des parcours proposés et il est demandé une mesure de cette efficacité.

Les formations concernées sont celles du secteur du BTP c'est-à-dire celles menant à un métier technique du BTP. Elles sont celles qui sont suivies par les apprentis du secteur professionnel et s'appuient donc nécessairement sur des certifications inscrites au RNCP et permettant la signature d'un contrat d'apprentissage (diplômes et titres notamment). Une attention particulière sera portée aux certifications de premiers niveaux (3 et 4) en ce qu'elles

correspondent aux qualifications les plus demandées par les entreprises, aux effectifs et métiers quantitativement les plus nombreux sur les chantiers et ateliers, et aux enjeux de montées en compétences les plus impactant pour l'avenir. **Cette attention n'est pas exclusive des autres projets portants sur des certifications supérieures.**

3 – Caractéristiques attendues des projets et indicateurs clefs

L'objectif des projets doit être de proposer des parcours de formation personnalisés en lien avec la diversité des publics entrants en formation afin de favoriser leur montée en compétence. Cette démarche peut instiller en parallèle une montée en compétence des formateurs concernés par la mise en œuvre des projets, et notamment sur l'appropriation du numérique éducatif et de ses outils. Cela se fera en fonction de l'évolution des usages numériques et pratiques pédagogiques actuelles et à venir dans les OFA proposant des formations dans les secteurs du BTP.

Pour rappel, les parcours personnalisés s'appuient sur les référentiels de formation et les référentiels de certifications existants.

Les impacts attendus doivent être clairement exprimés. Leur mesure, les instruments de cette mesure et la communication des résultats sont définis et présentés dans le dossier de candidature.

Les indicateurs clés sont explicités et concernent à minima :

- Le nombre d'apprentis concernés,
- Les spécialités et le nombre de formateurs concernés,
- Les modalités pédagogiques innovantes envisagées,
- Le nombre d'entreprises concernées et le nombre d'entreprises associées au projet,
- Les modes, le périmètre et le rythme de diffusion des résultats,
- Le phasage du projet et les éléments de suivi de l'avancement du projet.

Et si nécessaire :

- Le nombre de formateurs concernés par un accompagnement à la montée en compétence (appropriation du numérique éducatif et ses outils),

4 – Budget alloué aux projets

Le budget consacré à la thématique - I QUALITE PEDAGOGIQUE- est de 4 M€ pour l'ensemble des 5 thèmes.

En 2023, le financement des projets par le CCCA-BTP peut varier **entre 50 % et 80% du coût total du projet.**

Le financement est abordé lors de la phase de GTP qui émet un avis quant au montant et pourcentage de ce financement. Les pourcentages proposés par le GTP au Conseil d'administration varient en fonction de la taille de l'OF.A qui porte le projet (un « petit » OF.A peut se voir attribuer un pourcentage plus important qu'un autre dont les capacités financières sont plus importantes), le degré d'innovation du projet, les productions diffusées gratuitement etc... la part d'auto-financement et/ou co-financement devra être ainsi adaptée dans le budget présenté selon les hypothèses de financement par le CCCA-BTP.

Pour tous les éléments de prise en charge financière dans le cadre des appels à projets, le porteur de projet se référera à la partie I du cahier des charges des appels à projets.

5 – Communication des projets et dossiers de candidature

Les projets devront impérativement être déposés complets sur la plateforme d'appels à projets du CCCA-BTP à l'adresse www.appels-a-projets-cccabtp.fr avant la date et l'heure d'échéance prévues pour chaque appel à projet.

Après la date et l'heure prévues dans le cahier des charges et sur la plateforme, aucun dépôt ne pourra être fait, la plateforme ne l'autorisant pas. Aucun dossier envoyé par mail ne sera téléchargé ni étudié.

Les documents financiers et administratifs demandés dans le cahier des charges et dans l'Espace candidat devront être déposés soit sur l'Espace candidat du porteur de projet sur la plateforme d'appels à projets soit dans le dossier projet remis sur la plateforme. Chaque porteur de projet devra créer son Espace candidat pour pouvoir candidater aux appels à projets du CCCA-BTP.

Un guide de création de l'Espace candidat est à disposition auprès d'Ewa MOLLOIS sur simple demande à l'adresse :

ewa.mollois@ccca-btp.fr

La date et l'heure ultimes de dépôt des dossiers (projet, annexes et documents financiers et administratifs) sont fixées au :

Le 13 OCTOBRE 2023 AVANT 20 HEURES.

Dans le cas d'appels à projets de courte durée (environ deux mois), les dossiers ne seront étudiés qu'après la date et l'heure d'échéance prévues et respecteront les phases de sélection précisées dans la partie I du présent cahier des charges.

Pour les appels à projets annuels ou pluriannuels, les dossiers sont déposés au moment choisi par le porteur de projets pendant toute la durée de l'appel à projets et avant la date d'échéance.

Le CCCA-BTP garantit une égalité de traitement pour les questions et les réponses. Deux FAQ sont disponibles sur la plateforme d'appels à projets : une FAQ d'ordre général, la seconde spécifique par appel à projet. Toutes les questions devront être posées sur la plateforme d'appels à projet, les réponses apportées le seront également.

AUCUNE RÉPONSE ORALE NE SERA DONNÉE.

Pour rappel les critères d'éligibilité, recevabilité et sélection sont précisés dans la partie I du cahier des charges de l'appel à projets.

LES
APPELS À PROJETS
DU CCCA-BTP

RENDEZ-VOUS SUR :

www.appels-a-projets-cccabtp.fr

Pour plus d'informations, contactez le CCCA-BTP

19, rue du Père Corentin
75 014 Paris

**Direction des Appels à Projets et des
Expérimentations**

Isabelle JOUANIN-PERIN
Directrice des Appels à projets et des Expérimentations

01 40 64 26 92 / 06 78 03 27 97 | ijouaninperin@ccca-btp.fr
CCCA-BTP 19 rue du Père Corentin
75680 PARIS CEDEX 14
www.ccca-btp.fr

[f](#) [t](#) [in](#) [v](#) /scabtp



www.ccca-btp.fr

